

CORONAVIRUS

**Un engagement
et des mesures
robustes du
gouvernement pour
freiner la pandémie**

RESOCIALISATION

**Une nouvelle vie
pour plus de 500
jeunes vulnérables**

ECOLES MATERNELLES ET CANTINES SCOLAIRES

**Un appui à
l'autonomisation
de la femme rurale**

PORTRAIT

Kherann Yao, 26 ans
Activiste écologique

PLUS LOIN AVEC...

Emmanuel Esmel Essis
Sur les acquis de la promotion
de l'investissement

EMPLOI DES JEUNES

**Une jeune femme
entrepreneuse,
soutenue par l'Etat**



SOMMAIRE

RÉSULTATS & IMPACTS 4

Coronavirus (Covid-19) : un engagement et des mesures robustes du gouvernement pour freiner la pandémie

Education : 110 centres préscolaires ruraux construits dans six Régions du Nord

Lutte contre la cybercriminalité : 73 cybercriminels déferés en 2018

Resocialisation : une nouvelle vie pour plus de 500 jeunes vulnérables

Ecoles maternelles et cantines scolaires : un appui à l'autonomisation de la femme rurale

Etat civil : plus de 600 000 élèves reçoivent leurs actes de naissance

GROS PLAN 8

Emploi des jeunes : une jeunesse entreprenante et soutenue par l'Etat



EN ACTION 12

Kherann Yao, 26 ans : activiste écologique

Centre Eulis de Yopougon : une bibliothèque personnelle au service de la communauté

SUR LE TERRAIN 13

Route Bouaké-Katiola-Ferkessédougou : la renaissance de la Nationale A3



PLUS LOIN AVEC ... 14

Emmanuel Esmel Essis sur les acquis de la promotion de l'investissement

ARRÊT SUR IMAGES 15

3 QUESTIONS À ... 16

Seydou Traoré



MAGAZINE D'INFORMATIONS
DU CENTRE D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Bakary SANOGO

Directeur du Centre d'Information
et de Communication Gouvernementale
(CICG)

COMITÉ DE RÉDACTION

CICG

CONCEPTION - EDITION

CICG

Reproduction interdite sans autorisation préalable.

*Les illustrations, textes et photos peuvent être utilisés
gratuitement pour un usage non commercial. Cependant,
la mention «SOURCE : CICG» devra être indiquée.*



République de Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 27 22 51 14 38 - Fax : (225) 27 22 41 11 16
01 B.P. 12 243 Abidjan 01
Deux-Plateaux Vallon, Cité « Résidence Colombe »
Villa n°27, îlot n°176
Courriel : info@cicg.gouv.ci



www.gouv.ci



@gouvci



@gouvci.official



[gouvcivideo](https://www.youtube.com/gouvcivideo)



[gouvci.official](https://www.instagram.com/gouvci.official)

Crédit photo couverture : ST-C2D

Mobilisation de ressources : de la qualité de la signature Côte d'Ivoire



Par BAKARY SANOGO

Directeur du Centre d'Information et de
Communication Gouvernementale - CICG

En levant, en novembre 2020, sur les marchés internationaux, la somme d'1 milliard d'euros (environ 656 milliards de francs CFA), au taux de 5 %, remboursable sur 10 ans, c'est une performance de grande classe que la Côte d'Ivoire a réussie dans le cadre de l'Eurobond. Démontrant, encore une fois, la qualité de sa signature en matière de mobilisation de ressources sur les places financières internationales.

Avec un nouveau code d'investissement attractif, une croissance moyenne de 8,6 % sur la période 2011-2019, on sait le pays crédible. En outre, les partenaires au développement les plus crédibles, comme la BAD, la Banque mondiale, le FMI, tout comme les investisseurs privés n'ont jamais été autant rassurés par la destination Côte d'Ivoire que depuis l'arrivée aux affaires du Président Alassane Ouattara. Ouattara étant un expert chevronné, dont les parfaites compréhension et maîtrise des enjeux et défis de la finance, de l'économie et du développement sont établies à travers le monde.

Mais, le contexte de l'Eurobond de novembre 2020, avec les menaces en tout genre d'avant et d'après l'élection présidentielle du 31 octobre 2020, donne à l'opération tout une autre dimension, et surtout un crédit particulier au gouvernement ivoirien.

A ce contexte local, il faut ajouter le facteur exogène de la pandémie à Coronavirus. La performance de 7,2 % de croissance attendue pour 2020 a été contrariée par la COVID-19, ramenant celle-ci à 1,8 %. Et ce, dans un environnement international de récession de -4 % dans le monde et de -3 % en Afrique.

L'emprunt de novembre 2020 réaffirme donc la robustesse des fondamentaux de l'économie ivoirienne et surtout sa résilience à bien des chocs. Toutes choses qui sont la résultante des réformes

hardies engagées depuis 2011 par le Président Alassane Ouattara, ancien Gouverneur de la BCEAO et ancien Directeur Général Adjoint du FMI.

Le grand mérite de l'équipe gouvernementale vient surtout de ce que cette opération à l'international a été menée sans roadshow, c'est-à-dire sans présence physique à la City à Londres ou à Wall Street à New York, du fait des restrictions liées au Coronavirus. Or, l'on sait l'importance de celle-ci pour mieux présenter son programme de développement et l'utilisation des montants escomptés.

Rien qu'à travers des visioconférences, les experts ivoiriens n'ont eu aucun mal à capter le montant recherché pour accompagner le développement du pays. Le dossier ivoirien était si bien ficelé que les marchés proposaient 5 milliards d'euros, soit cinq fois plus que le pays ne recherchait.

On le voit, l'apocalypse que certains politiciens oracles prédisaient aurait pu conduire le gouvernement à revoir le timing de l'opération. Mais, c'était sans compter avec sa détermination farouche à maintenir la dynamique globale de développement sur la période 2020-2030 et au-delà.

Le grand mérite du gouvernement vient surtout de ce que cette opération à l'international a été menée sans roadshow, du fait des restrictions liées au Coronavirus.

Les négationnistes s'étaient véritablement mépris sur ce qui fait la différence en Côte d'Ivoire, à savoir le leadership et la vision du Président Alassane Ouattara. En fait, les investisseurs avertis et bien familiers de la Côte d'Ivoire avaient d'emblée compris que le chaos annoncé ne reposait sur aucune analyse fiable.

Pour eux, les fondamentaux de l'économie et surtout le bilan inattaquable du Président Ouattara sur la période 2011-2020 parlaient d'eux-mêmes. En outre, les perspectives positives de développement du pays qui réverbèrent sur toute l'économie ouest-africaine ne leur avaient pas non plus échappé.

Qui plus est, après novembre 2020, et comme dans une véritable démonstration de force visant à achever de désillusionner les plus sceptiques, la qualité de la signature du pays se signalait encore avec l'Eurobond de février 2021. Cette opération s'est soldée par une mobilisation de 850 millions d'euros, soit 557 milliards de francs CFA, à un taux de 4,3 % sur 10 ans. C'est tout dire.

Coronavirus (Covid-19)

Un engagement et des mesures robustes du gouvernement pour freiner la pandémie

Le 11 mars 2020, la Côte d'Ivoire enregistre son premier cas confirmé de la maladie à Coronavirus. Le gouvernement prend aussitôt des mesures de renforcement du dispositif de riposte. Avant même la confirmation du premier cas, les autorités, avec l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), avaient mis en place, depuis le 04 mars 2020, un plan axé sur la surveillance épidémiologique et biologique, la prévention et la prise en charge d'éventuels malades.

Des mesures sécuritaires et sanitaires fortes sont alors mises en œuvre. Ce sont, entre autres, l'instauration de l'état d'urgence sanitaire et d'un couvre-feu, la fermeture des établissements recevant du public (écoles, universités, lieux de cultes, restaurants, maquis, bars, etc.), l'interdiction de rassemblements excédant 50 personnes, l'isolement du Grand Abidjan, le port obligatoire du masque, la fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres et la régulation dans les transports publics urbains et interurbains.

Au titre du dispositif de lutte contre la maladie, un plan de riposte sanitaire, d'un coût de 95 milliards 880 millions de FCFA, est mis en place. Ce plan a pour objectif de garantir une meilleure prise en charge des malades. A savoir les isoler, les traiter et suivre les personnes ayant été en contact avec eux. Tout comme poursuivre les efforts pour maintenir les populations à l'abri de la contamination.

Grâce à cette politique volontariste, 13 sites de dépistage sont implantés dans le Grand Abidjan. Les moyens des districts sanitaires sont renforcés. 600 lits d'hospitalisation réservés aux malades atteints de COVID-19 sont installés à Abidjan et dans 11 villes de l'intérieur du pays.

Une vaste campagne de sensibilisation au respect des mesures barrières est déroulée. Cette campagne recommande notamment aux populations de se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon ou d'utiliser

des solutions hydro-alcooliques, de porter le masque, de limiter les déplacements non essentiels, d'éviter de se serrer les mains et de se faire des accolades.

Un engagement et des mesures fortes qui donnent des résultats encourageants. A décembre 2020, le taux de létalité est d'environ 0,61 %, soit l'un des plus bas en Afrique et dans le monde. A cette même date, le taux de positivité est de l'ordre de 5 % ; niveau mondialement admis comme indicateur d'une bonne gestion de la maladie. ■

Un Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire de 1 700 milliards de FCFA

Un des instruments majeurs mis en place le 31 mars 2020 est le Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire, d'un montant de 1 700 milliards de FCFA. Un instrument visant à apporter un concours financier direct aux populations, aux grandes entreprises, aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux entreprises du secteur informel.

A la mi-décembre 2020, c'est un montant cumulé de 159 milliards de F CFA qui a été décaissé, dont 50 milliards de FCFA au profit des filières agricoles. Sur l'étendue du territoire, 156 000 ménages défavorisés, 60 300 acteurs du secteur informel, 570 PME, 68 grandes entreprises et de nombreux acteurs des filières agricoles ont bénéficié de cet instrument.

Education

110 centres préscolaires ruraux construits dans six Régions du Nord

Le Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Educatifs (PAPSE), à travers notamment la construction et l'équipement d'une centaine d'infrastructures, a favorisé l'accès à l'enseignement préscolaire et primaire à plus de 6 000 élèves dans les Régions de la Bagoué, du Béré, du Bounkani, du Kabadougou, du Poro et du Tchologo.

110 centres préscolaires communautaires de 2 salles de classes, dotés de blocs latrines, ont été construits et équipés, après 18 mois de mise en œuvre du projet. 440 jeunes ont été recrutés et formés pour les animer à la rentrée scolaire 2019-2020. Au niveau du primaire, le Projet a contribué à renforcer les capacités des enseignants des classes de CP1, CP2 et CE1 aux nouvelles pratiques d'apprentissage de la lecture-écriture et des mathématiques. « Grâce au Projet, nous sommes en train de construire de nouvelles classes qui vont faciliter la scolarisation des enfants », se réjouit Ganadjémon Soro, parent d'élève à Bongama, dans la Région de la Bagoué (Boundiali). ■



Lutte contre la cybercriminalité

73 cybercriminels déferés en 2018

La lutte engagée par le gouvernement ivoirien contre l'utilisation perverse de l'internet par des cybercriminels, appelés "brouteurs", porte ses fruits. En 2018, ce sont 2 860 plaintes qui ont été enregistrées et 89 cybercriminels interpellés, dont 73 déferés à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abijan (MACA). En 2020, 4 000 plaintes ont été enregistrées, dont 42 impliquant des mineurs.

Cette performance résulte du renforcement de la protection des données à caractère personnel et de la création d'une brigade spéciale de lutte contre ce phénomène, dénommée Plateforme de Lutte Contre la Cybercriminalité (PLCC). Les actions de sensibilisation et de répression de la PLCC et celles du Centre Ivoirien de Réponse aux Incidents Informatiques (CI-CERT) ont produit ces résultats perceptibles et encourageants. Clarisse Abolé, sage-femme, témoigne « Autrefois, mon fils, âgé de 15 ans, et ses amis utilisaient les réseaux sociaux pour arnaquer d'honnêtes personnes. Aujourd'hui, grâce aux actions de sensibilisation et d'information de la brigade spéciale, mon garçon a cessé cette activité illicite ». ■

Les Brèves du Développement

Emploi des jeunes : 67 millions de FCFA pour financer les projets des jeunes de Guibéroua

Dans le cadre de l'opération "Agir 3", le gouvernement ivoirien a remis des chèques d'un montant de 67 millions de FCFA à 150 jeunes de Guibéroua (Centre-Ouest) pour le financement de leurs projets. A janvier 2021, ce sont 10 milliards de FCFA qui ont été mobilisés par le gouvernement pour financer les projets de 31 000 jeunes.

Logements sociaux : 652 logements de la "Cité ADO" livrés

Ce sont 652 souscripteurs du programme immobilier "Cité ADO", dans la commune de Yopougon, qui ont reçu le 21 janvier 2021 les clés de leurs logements. Il s'agit de 450 appartements et 202 villas. L'opération a coûté 27 milliards de FCFA à l'Etat ivoirien.

Sécurité : 30 Cellules civiles-militaires équipées en moyens matériels et sanitaires

Du matériel et des kits sanitaires, d'une valeur de 71 millions de FCFA, ont été remis à 30 Cellules Civiles-Militaires (CCM). Cet appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) permettra aux CCM de renforcer la sensibilisation des populations pour des élections législatives apaisées. Il servira également aux campagnes de lutte contre la Covid-19.

Plan national de numérotation : la Côte d'Ivoire a basculé de 8 à 10 chiffres

La numérotation téléphonique en Côte d'Ivoire est passée depuis le 31 janvier de 8 à 10 chiffres, pour les lignes fixe et mobile. Ce basculement permet de remédier à la saturation de l'ancien plan national de numérotation. L'Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI) indique que 10 milliards de numéros sont désormais disponibles pour une durée de 50 ans.



Une nouvelle vie pour plus de 500 jeunes vulnérables

Depuis 2017, plus de 500 jeunes, âgés de 16 à 35 ans, considérés comme vulnérables et en voie de marginalisation, ont été réinsérés. Et ce, grâce au programme de resocialisation du gouvernement mis en œuvre dans les Centres Civiques d'Action pour le Développement (CCAD) de Bimbresso (commune de Songon), Guédikpo (département de Sassandra) et d'Ouokoukro (commune de M'Bahiakro). Ils y ont bénéficié, durant 9 mois, d'une formation civique et professionnelle en couture, ferronnerie, froid, maçonnerie, agriculture et secourisme.

Bérenger N'Guessan Kouadio, bénéficiaire d'une formation dans le domaine du froid, témoigne : « J'ai eu plus de chance de bénéficier de ce programme. Au sortir d'ici, je pourrai vivre du métier que j'ai appris ». Arouna Koné, ancien pensionnaire à M'Bahiakro, rassure : « Nous sommes redevenus des enfants exemplaires, après la formation que nous avons eue, ici ». Auparavant en situation d'échec scolaire ou illettrés, sans qualification et sans emploi, ce sont désormais des jeunes volontaires, pressés de commencer une nouvelle vie. Les voir défiler

en rangs serrés, comme des soldats en fin de formation, remplit de fierté le Lieutenant Abdoulaye Fanny, dont l'équipe était chargée de la formation civique à Guédikpo. Les jeunes, assure-t-il, ont pour projet d'intégrer des entreprises ou de s'installer à leur propre compte. Ils nourrissent tous l'espoir de réussir leur réinsertion sociale, loin de la violence de la rue à laquelle certains d'entre eux s'adonnaient. Bientôt les CCAD de Korhogo et Guingréni (Boundiali) devraient venir compléter le dispositif actuel. ■

T é m o i g n a g e s

Jean Kaziri, stagiaire en agriculture à Guédikpo

J'ai acquis beaucoup de connaissances en agriculture.

« Aujourd'hui, j'ai acquis beaucoup de connaissances en agriculture. Au terme de ma formation, je veux me lancer dans la culture des produits vivriers comme les haricots ».

Maxime Kan Konan, stagiaire en élevage à Guédikpo

Nous sommes des citoyens nouveaux.

« Nous ne regrettons pas notre passage ici. Nous avons appris un métier. Aujourd'hui, nous sommes des citoyens nouveaux ».

Cathérine Kouman, mère d'un stagiaire de Songon

Il a changé positivement.

« Je suis très fière de mon fils. Par cette formation, il amorce une nouvelle vie. Il a changé positivement. Il est devenu sage, respectueux et souriant ».

Lieutenant N'Golo Yéo, formateur à Bimbresso

Ils sont devenus respectueux, ponctuels et assidus.

« Durant trois mois, 218 jeunes ont suivi une formation civique et citoyenne. En 7 jours déjà, nous avons amélioré leur comportement et leur manière de se tenir. Aujourd'hui, ils sont devenus respectueux, ponctuels et assidus ».



Ecoles maternelles et cantines scolaires

Un appui à l'autonomisation de la femme rurale

Les écoles maternelles et les cantines scolaires dans les zones rurales apportent un véritable soulagement aux femmes. Grâce à ces infrastructures, les femmes s'adonnent à des activités génératrices de revenus, rassurées de la bonne prise en charge éducative et alimentaire de leurs enfants.

« L'ouverture de la maternelle nous a beaucoup aidées. Autrefois, nous avions nos enfants sur les bras pendant nos activités commerciales », explique Djénéba Coulibaly, commerçante à Akakro, un village de la sous-préfecture d'Adjouan, dans le Sud-Comoé. Comme elle, les femmes de la localité apprécient l'existence de l'établissement préscolaire. Celui-ci, tout en dispensant des enseignements à leurs enfants pour mieux affronter le cycle primaire, permet aux mères d'effectuer leurs activités sereinement. La cantine scolaire du village y contribue également. Depuis sa mise à disposition par le gouvernement, les femmes d'Akakro n'ont plus à interrompre leurs activités pour s'occuper du déjeuner des enfants. En 2019, la Côte d'Ivoire comptait 2 250 classes du préscolaire et plus de 3 500 cantines scolaires fonctionnelles en zone rurale. ■

Etat civil

Plus de 600 000 élèves reçoivent leurs actes de naissance

Marie-Agnès et Grâce, deux élèves de l'école primaire d'Ebimpé à Anyama, exhibent avec fierté leurs extraits d'actes de naissance tout neufs. Elles viennent de les recevoir officiellement, à l'instar de plus de 600 000 élèves d'écoles primaires publiques du pays. Et ce, dans le cadre d'une opération spéciale visant à donner un extrait de naissance aux élèves non enregistrés à l'Etat Civil.

Organisée par le gouvernement ivoirien, en collaboration avec l'UNICEF et ses partenaires, cette opération spéciale d'identification a concerné 14 857 écoles publiques sur toute l'étendue du territoire. Les élèves concernés ont ainsi obtenu une identité légale. « C'est un vrai soulagement pour moi. Ma fille Grâce n'avait pas pu être enregistrée à la naissance pour des raisons familiales. Je suis donc heureux de savoir qu'elle est maintenant reconnue par l'Etat et qu'elle peut ainsi poursuivre tranquillement son parcours scolaire », se réjouit N'Guessan Aka, père de Grâce. En Côte d'Ivoire, le nombre d'enfants ne disposant pas d'extrait de naissance est estimé à 2 millions. ■





Emploi des jeunes

Une jeunesse entreprenante, soutenue par l'Etat

Longtemps portée sur les concours administratifs et la quête d'emplois salariés dans le privé, la jeunesse ivoirienne, face au rétrécissement de l'offre de l'Etat et du marché du travail, se tourne vers l'entrepreneuriat. Avec l'appui de programmes gouvernementaux, de nombreux jeunes ont réussi à s'insérer dans le tissu socio-économique.

Parallèlement à ce soutien à l'entrepreneuriat, l'Etat a favorisé la création de 2 800 000 emplois entre 2011 et 2020, dont 1 878 800 emplois pour les jeunes. Et ce, pour accélérer la création de la richesse et la baisse du chômage. La politique nationale d'emploi pour les jeunes a produit des résultats satisfaisants que l'Etat a consolidés avec la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020. L'aventure de l'entrepreneuriat démarre en 2012 pour Rokiatou N'Guessan. Enceinte de trois mois, elle est licenciée de son poste de caissière en pharmacie, car considérée comme peu productive pour l'entreprise. Découragée, mais pas découragée, avec la somme de 12 000 francs CFA, elle se met à la vente de boissons fraîches aux abords de la voie principale de Yopougon Siporex. Avec ses premiers bénéfices, elle rajoute à son

commerce la vente d'huile de palme. Malgré tout, « mes conditions de vie restaient précaires », se souvient Rokiatou qui, sur les conseils insistants de son oncle, finit par s'inscrire sur la plateforme de financement de l'Agence Emploi Jeunes, portée par le ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. A son grand bonheur, son projet de commercialisation d'huile de palme est retenu et elle obtient un financement de 3 500 000 FCFA en décembre 2017. Un an plus tard, Rokiatou s'est positionnée comme demi-grossiste d'huile de palme et s'est installée dans des locaux pouvant accueillir un plus grand volume de marchandises. Désormais, elle est incontournable à "Gabriel Gare", dans la commune de Yopougon, pour le ravitaillement des petits commerces des environs.

Le secteur agricole fait montre d'un dynamisme qui lui permet d'attirer un plus grand nombre de jeunes.

Elle emploie quatre personnes et s'est dotée d'un tricycle pour faciliter les livraisons.

Son chiffre d'affaires hebdomadaire est passé de 300 000 FCFA, avant le financement, à 11 000 000 de FCFA aujourd'hui. Ce succès lui vaut d'être une femme épanouie et respectée dans sa famille, se réjouit-elle.

Elle a remboursé plus de la moitié du prêt et envisage, à long terme, d'installer sa propre huilerie. Comme Rokiatou, Ferdinand Adoupo Séka, coiffeur à

Yopougon est heureux de rouvrir son salon de coiffure. Contraint de le fermer en raison de difficultés financières, il s'était mis au service d'un autre coiffeur. Bénéficiaire d'un prêt de 300 000 FCFA de l'Agence Emploi Jeunes en 2017, Ferdinand a réhabilité son salon. Le local disposant désormais de



Défis : Une plus grande promotion de l'entrepreneuriat des jeunes

Le principal défi lié à l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire demeure une meilleure adéquation formation-emploi. Une plus grande promotion de l'entrepreneuriat des jeunes est nécessaire pour en faire un levier alternatif d'insertion et de développement de l'emploi, à travers le financement d'activités génératrices de revenus et la création de Micros et Petites Entreprises. Par ailleurs, une meilleure synergie entre les différents acteurs du marché du travail, afin d'offrir d'avantages d'opportunités d'insertion aux jeunes, est à envisager.

nouvelles commodités attire une clientèle plus importante. « Grâce aux investissements que j'ai pu faire avec le prêt, la qualité de service dans mon salon fait la différence avec les concurrents », se félicite le jeune entrepreneur, heureux de la forte affluence qu'il enregistre. Depuis, le coiffeur réalise un bon chiffre d'affaires lui permettant de rembourser le prêt. Aujourd'hui, il a des revenus réguliers, est sorti de la précarité et est reconnaissant au gouvernement pour la mise en place de ce programme d'appui.

En effet, l'Etat ivoirien a engagé une politique de lutte contre le chômage des jeunes. Plusieurs programmes ont été mis en œuvre, tant au niveau du renforcement des capacités, de l'accès au financement pour des projets, que de la facilitation à

l'embauche et de l'encouragement à l'auto-emploi. Objectif : faire des jeunes Ivoiriens des artisans d'une croissance durable et inclusive. Sur la période 2011-2020, la politique gouvernementale en matière d'emploi a permis d'insérer effectivement un million de jeunes dans le secteur agricole.

Grâce à la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), le secteur agricole fait montre d'un dynamisme qui lui permet d'attirer un plus grand nombre de jeunes. A titre d'illustration, la localité de Ouamessionkaha, dans le département de Dikodougou (Région du Poro), accueille un projet de production intensive de maïs à grains jaunes qui a créé plus de 550 emplois essentiellement occupés par les jeunes. ■

Angèle Danho Akouba

Assistante en Ressources Humaines



« J'ai obtenu mon premier stage dès l'obtention de mon Brevet de Technicien Supérieur, grâce à l'Agence Emploi Jeunes. Aujourd'hui, je suis en CDI dans la même structure ».

Jonas J. Nangui Koffi

Electromécanicien



« Issu d'un milieu défavorisé, j'ai bénéficié du Programme d'Aide à l'Emploi (PAE) qui m'a permis d'être recruté par une entreprise. Aujourd'hui, je suis épanoui, je m'occupe aisément de ma famille ».

Hortense Ahizi Kablan N'Vida

Eleveur



« J'ai bénéficié d'un prêt de 700 000 FCFA en 2015 dans le cadre de l'opération spéciale "Agir pour les Jeunes". Avec ce prêt, j'ai agrandi ma ferme de poulets et introduit de nouvelles espèces de lapins et de pintades ».

Audrey Nelly Incho Chidzo

Assistante de Direction

« Le Programme d'Aide à l'Emploi m'a donné l'opportunité de travailler et d'être autonome ».

Emploi des jeunes

Les Programmes de soutien à l'emploi des jeunes

Dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020, quatre programmes d'insertion sont mis en œuvre à travers l'Agence Emploi Jeunes et le Bureau de Coordination des Programmes Emploi. Au nombre de ceux-ci, on note le Programme de Développement de l'Entrepreneuriat qui promeut l'insertion professionnelle des jeunes par l'auto-emploi. Et ce, à travers le financement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), allant de 100 000 à 1 000 000 FCFA, de Micro et Petites Entreprises (MPE) de 1 million et 5 millions de francs CFA, et de projets structurants, dont le financement est supérieur à 5 millions de francs CFA. Il y a aussi le Programme de Développement des Compétences. Ce programme vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes par le renforcement de leur employabilité, les Formations Complémentaires Qualifiantes (FCQ), l'Apprentissage et Chantier Ecole et la formation à l'obtention du permis de conduire. Pour pallier les difficultés liées aux validations des diplômes par les jeunes, des programmes de mise en stage sont déployés par l'Agence Emploi Jeunes. ■

Les acquis de 2011 à 2020



2 800 000
emplois créés

dont 1 878 800 emplois au profit des jeunes entre 2011 et 2020



96 050
jeunes

ont bénéficié des programmes d'appui à l'entrepreneuriat sur la période 2011 et 2020

AGENCE EMPLOI
Jeunes



201 Guichets
Emplois

sur 201 communes ouvertes et fonctionnels



67 783 jeunes
inscrits

Programmes d'insertion dans les Guichets Emplois au 31 octobre 2019



141 milliards
de FCFA

investis pour la mise en œuvre du programme Guichets Emploi



136 296 jeunes
bénéficiaires

Projet Emploi Jeunes et Développement des Compétences (PEJEDC) en partenariat avec la Banque mondiale, de 2015 à 2018



346 000 sur 500 000
opportunités collectées

dans le cadre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020, pour un budget de 141 milliards de FCFA



46 432 jeunes

pris en compte pour les Travaux à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (THIMO)

“Agir pour les Jeunes”, un moyen pour l’installation rapide de jeunes entrepreneurs

Lancé en juillet 2015, “Agir pour les Jeunes” est un programme qui consiste à aider à l’installation rapide de jeunes désireux de créer leur micro-entreprise. Durant la première phase du projet, 12 307 jeunes, ayant entre 18 et 40 ans, ont été formés. Et environ 8 000 ont pu bénéficier d’aide financière pour débiter ou développer leurs activités génératrices de revenus (AGR) dans divers secteurs : les nouvelles technologies de l’information et de la communication (TICs), l’agropastoral, les services, le commerce, etc. Cette opération a pris en compte des jeunes scolarisés et non scolarisés, tant en milieu rural qu’en zone urbaine.

Résultats des programmes d’aides à l’emploi jeunes de 2011 à 2020

PROGRAMMES		TOTAL
Mise en stage	Stage de qualification	23 867
	Stage de validation de diplôme	21 410
THIMO	Programme Travaux à Haute Intensité de Main-d’Œuvre	46 432
Développement des Compétences	Formations complémentaires qualifiante (FCQ)	8 287
	Apprentissage et chantier école	26 075
	Opération permis de conduire	6 083
Entrepreneuriat	AGR +MPE	96 050
TOTAL		228 204

Perspectives majeures

Pour accentuer la lutte contre le chômage et amplifier la création d’emplois, l’action immédiate du ministère en charge de l’Emploi des Jeunes s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l’Axe 4 du Programme Social du Gouvernement. 500 000 opportunités ont été créées pour les jeunes en 2020, avec les composantes suivantes :

- Programmes de développement des compétences, pour un objectif de 65 000 bénéficiaires
- Programmes de mise en stage pour un objectif global de 200 000 jeunes
- Poursuite du Programme de développement de l’entrepreneuriat des jeunes visant 175 000 bénéficiaires
- Poursuite du Programme des Travaux à Haute Intensité de Main-d’Œuvre (THIMO), pour un objectif de 60 000 bénéficiaires
- Insertion des jeunes dans les projets structurants, tels que la construction du Métro d’Abidjan, le 4^{ème} Pont, etc.



“ En Côte d’Ivoire, les jeunes de 15 à 34 ans constituent 35,5 % de la population et 63,10 % de la population en âge de travailler. C’est donc à juste titre que le Président de la République, Alassane Ouattara, a inscrit cette catégorie sociale comme une des priorités de l’action gouvernementale.

Cette volonté a été soutenue par de nombreuses initiatives, actions et programmes. Malgré les acquis considérables, les défis restent nombreux. Aussi, le Président de la République a-t-il décidé d’accentuer les efforts, à travers le Programme Social du Gouvernement 2019-2020, pour améliorer l’impact de l’action gouvernementale sur les populations, notamment les plus vulnérables, c’est-à-dire les jeunes et les femmes. ”

Mamadou Touré, Ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes - Conférence de presse les « Rendez-vous du Gouvernement », 27 juin 2019



KHERANN YAO, 26 ANS

Activiste écologique

Avec lui, l'environnement a trouvé un avocat coriace. Pour défendre Dame Nature et sa précieuse fille Terre, Kherann ne rate aucune tribune pour faire entendre sa voix. Dans sa plaidoirie, les pièces à conviction s'habillent de vert, pour faire condamner la pollution, le réchauffement climatique, l'invasion des sachets plastiques... Kherann, depuis quelques années, multiplie les beaux gestes pour sauver la planète. « J'ai toujours été très sensible aux questions environnementales », explique-t-il. En 2017, il crée un groupe baptisé "Les environnementalistes de Côte d'Ivoire". Très vite, son engagement citoyen attire d'autres jeunes. Le groupe organise des opérations de nettoyage de rues, de curage de caniveaux, etc. Puis, il lance "Green Ivory" qui va initier plusieurs projets, dont les Green Schools. Des écoles vertes pour former les éco citoyens de demain. Dans ce cadre, il organise des plantings d'arbres et ambitionne d'implanter des clubs "Environnement" dans les écoles primaires du pays.



Grâce à son engagement, Kherann a été nommé jeune champion de l'UNICEF pour l'environnement. Il a aussi pris part à de grandes rencontres internationales, telles l'Assemblée Générale des Nations Unies ou la COP 25. Il est convaincu que la protection de l'environnement nécessite des actions mieux coordonnées. Kherann fait partie des jeunes leaders pour donner de la voix et montrer la voie. Il rêve de faire toujours plus grand, plus vert et plus solidaire. ■



CENTRE EULIS DE YOPOUGON

Une bibliothèque personnelle au service de la communauté

Des trésors trouvés dans les livres, on peut enrichir les autres, sans pour autant s'appauvrir. Mireille Tchonté Silué, jeune entrepreneure sociale et blogueuse de 26 ans, l'a bien compris. Elle a créé en avril 2017 le Centre Eulis, un espace de lecture et d'études, situé au quartier "Toits-Rouges", à Yopougon (Abidjan). Pour lancer son projet, cette jeune passionnée de lecture met à contribution sa bibliothèque personnelle. Le centre est ouvert du lundi au samedi, de 8 heures à 17 heures. On y rencontre des enfants, des élèves, des étudiants et de jeunes travailleurs. Enrichie notamment par des dons, la bibliothèque est aujourd'hui constituée de plus de 1 500 livres. Le Centre reçoit, en moyenne 20 visites par jour, et compte une centaine d'enfants régulièrement inscrits. Ici, les tout-petits apprennent à aimer la lecture. Pour faire d'eux des adultes cultivés et ouverts sur le monde, le centre propose de nombreuses autres activités. Les responsables organisent par exemple des cours d'anglais et d'informatique et des activités sportives les samedis. Ce Centre offre également des ateliers de bricolage et de dessin. Il organise aussi des sorties au cinéma, dans des jardins botaniques et dans des musées. L'objectif est d'améliorer les conditions d'apprentissage des enfants et d'éveiller leur créativité. « On a des retours positifs. Les enfants apprennent tout en s'amusant. C'est très enrichissant pour eux », se réjouit Mireille Tchonté Silué. Le Centre a aussi un club de lecture pour adultes. Les membres sont de jeunes professionnels ou étudiants qui se retrouvent chaque mois pour lire et échanger autour d'un livre. ■



Route Bouaké-Katiola-Ferkessédougou

La renaissance de la Nationale A3

L'axe routier Bouaké-Katiola-Ferkessédougou, naguère dans un état de dégradation avancé, a subi de novembre 2017 à octobre 2020, des travaux de réhabilitation qui ont changé sa physionomie.

Les trajets de plusieurs heures, les nombreux accidents de la circulation, et surtout les attaques à main armée, avec des pertes en vies humaines, qui étaient très fréquents sur cette route, sont devenus de vieux souvenirs.

La réhabilitation de ce tronçon de 220 km, depuis le lancement des travaux le 11 novembre 2017 par l'ex-Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, a pris fin après plusieurs mois de ballets de pelleteuses, de camions et d'engins de terrassement. En novembre 2019, lors de la visite d'Etat du Président Alassane Ouattara dans la Région du Hambol, tout indiquait encore que d'importants travaux étaient en cours sur l'axe Bouaké-Katiola, dernier maillon de la voie alors en chantier après l'achèvement du tronçon Katiola-Ferkessédougou. Il n'était pas rare de voir des camions citernes, aspergeant régulièrement d'eau la route pour atténuer la poussière et faciliter le déplacement des véhicules.

Les travaux ont consisté, entre autres, aux dégagements d'emprises et de terrassements, au renforcement de la chaussée existante, avec revêtement de 6 cm de béton bitumineux et d'une couche de base de 12 à 14 cm de grave-bitume. Pour garantir une longévité de cette route qui relie le Nord et le Sud du pays, tout comme la Côte d'Ivoire au Burkina Faso et au Mali, le projet a opté pour un bitume adapté au trafic lourd et intense sur une chaussée surélevée.

Les travaux ont intégré la réhabilitation des traversées d'agglomération en 2x2 voies des villes de Katiola, Niakara et Tafiré, ainsi que l'aménagement de voiries urbaines, de pistes cyclables et la réhabilitation d'équipements d'éclairage public pour ces trois localités. Awa Camara, commerçante à Niakaramandougou, se réjouit du nouvel état de la route Niakara-Katiola. « Nous sommes très heureux que la route soit réhabilitée. Pour aller chercher les marchandises à Katiola, nous mettions trois heures pour faire 65 km. Aujourd'hui, en trente minutes, on y arrive et on revient le même jour », se félicite-t-elle. ■



Emmanuel Esmel Essis

Ministre de la Promotion de l'Investissement Privé

Sur les acquis de la promotion de l'investissement

Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) est chargé de la promotion de l'investissement. Le Ministre de la Promotion de l'Investissement Privé, Emmanuel Esmel Essis, évoque les avantages de la promotion de l'entrepreneuriat.



Monsieur le Ministre, quel dispositif d'accompagnement de l'entrepreneuriat a-t-on en Côte d'Ivoire ?

Le dispositif est mis en œuvre par plusieurs structures. Tout d'abord, le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI), dont la mission principale est de coordonner et de fédérer l'ensemble des initiatives en matière de promotion des investissements. Ensuite, l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE), chargé, entre autres, de concevoir et mettre en œuvre des programmes visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et de gérer les programmes spécifiques destinés aux jeunes entrepreneurs. Enfin, la création du Ministère de la Promotion de l'Investissement Privé s'inscrit aussi dans cette dynamique. Il a notamment pour mission de promouvoir le secteur privé national, faciliter les investissements, tout comme améliorer la compétitivité et l'environnement des affaires.

Quelles sont les actions menées en faveur des Petites et Moyennes

Entreprises, et quels en sont les résultats et impacts ?

Dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat, le CEPICI a mis en place un dispositif d'accompagnement de Start-Ups, qui sont de nouvelles entreprises innovantes promues par de jeunes entrepreneurs, à la suite d'un concours lancé lors du Forum Investir en Côte d'Ivoire en 2014. Ce dispositif a permis d'enregistrer en 2017 un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de FCFA et la création de 250 emplois effectifs auprès des dix lauréats. Par ailleurs, ce sont plus de trois milliards de FCFA d'investissements qui ont été mobilisés, à travers le Code des investissements par les Petites et Moyennes Entreprises, avec 861 emplois permanents créés en première année d'exploitation sur la période 2013 à 2018. Le Guichet Unique du CEPICI a enregistré la création de plus de 57 000 entreprises, générant plus de 158 000 emplois. Le CEPICI fait aussi la promotion de l'entrepreneuriat dans les régions de la Côte d'Ivoire afin de développer les Investissements Directs Nationaux (IDN). A cet effet,

un partenariat a été établi, avec l'Association des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) qui s'appuie sur les collectivités territoriales.

Quelles dispositions institutionnelles et fiscales sont mises en œuvre pour accompagner la création d'entreprises ?

Le gouvernement, dans sa volonté d'accompagner l'entrepreneuriat national, a adopté en août 2018 un nouveau code des investissements.

“
La promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes a un impact réel sur le quotidien des Ivoiriens. Il favorise la création d'emplois et l'amélioration du pouvoir d'achat des populations défavorisées.”

Le code dispose de plusieurs modes incitatifs et d'une préférence sectorielle et régionale. Il est ainsi prévu un régime de déclaration spécifique aux petites entreprises. Tous les secteurs d'activités sont concernés, à l'exception des entités suivantes : bâtiments

non industriels, commerce, banques et assurances ; et professions libérales. Le code des investissements met un accent particulier sur les avantages additionnels liés au contenu local.

Existe-t-il des programmes spécifiques pour promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes ?

La promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes a un impact réel sur le quotidien des Ivoiriens. Il favorise la création d'emplois et l'amélioration du pouvoir d'achat des populations défavorisées. Sur ce plan, il est bon de savoir que l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE) a développé un programme pour les Très Petites Entreprises (TPE). Ce programme vise à promouvoir l'entrepreneuriat auprès des jeunes et des femmes défavorisés, dans le but de leur procurer un revenu régulier. La phase pilote du programme TPE a été réalisée entre 2017 et 2018 en direction de 56 promoteurs, dont 43 femmes. Elle a généré 97 emplois et permis de mettre en œuvre un mécanisme de revolving, favorisant la pérennité du programme. Le soutien à l'entrepreneuriat féminin est mis en œuvre, à travers l'expérimentation de 25 filières d'activités économiques. ■

Prestation de serment du Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara



1



2



3

1. Après sa réélection avec 94,27 % des voix à la présidentielle d'octobre 2020, dont le taux de participation était de 53,90 %, Alassane Ouattara a prêté serment le 14 décembre 2020. - **2.** Le Président Alassane Ouattara s'est engagé à construire une Côte d'Ivoire plus solidaire. - **3.** Une dizaine de Chefs d'Etat et de gouvernement ont pris part à la cérémonie.

Inauguration du Stade Olympique d'Ébimpé le 03 octobre 2020



1



2

1. Le Président de la République Alassane Ouattara a inauguré le 03 octobre 2020 le Stade Olympique d'Ébimpé qui porte son nom. L'infrastructure est une réalisation de la coopération sino-ivoirienne. - **2.** Vue aérienne du stade de 60 000 places.



Seydou Traoré

Directeur Général du Budget et des Finances (DGBF)

Sur le Budget Programme en Côte d'Ivoire

L'année 2020 a vu l'entrée en vigueur du Budget Programme en Côte d'Ivoire. Dans cet entretien avec le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG), le Directeur Général du Budget et des Finances, Seydou Traoré, explique les objectifs et l'impact de ce mode de gestion des finances publiques.

■ Qu'est-ce que le Budget Programme et quels en sont les objectifs ?

Le Budget Programme est un mode de gestion des finances publiques qui favorise une meilleure cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense publique. Il permet une gestion financière plus transparente et rigoureuse. Et ce, grâce au contrôle renforcé du Parlement sur l'élaboration et l'exécution des Lois de Finances. Ce mode de gestion permet aussi la mise en œuvre de principes qui impliquent cohérence et exactitude des informations financières et budgétaires.

■ Quelles sont les innovations apportées par ce mode de gestion ?

Ce mode de gestion se caractérise par une nouvelle approche de l'élaboration et de l'exécution du budget, en mettant l'accent sur les priorités des moyen et long termes, associées à des objectifs de résultats. Le Budget Programme met en œuvre des méthodes modernes de gestion budgétaire basées sur la performance et la responsabilisation des acteurs. Il intègre également un renforcement accru de l'action des organes de contrôle, tels que la Cour des Comptes.

■ Quel bilan à mi-parcours faites-vous de sa mise en œuvre ?

L'exécution du Budget Programme 2020 a connu une bonne évolution dans son ensemble. Désormais, toutes les opérations financières, telles que les commandes ou les ordres de paiement, sont exécutables via une application numérique. Tout comme il est possible de produire des statistiques sur la consommation des crédits budgétaires en temps réel pour un meilleur suivi. En perspective, il est notamment question de poursuivre la formation des acteurs de la gestion budgétaire sur la réforme du Budget Programme et sur le nouveau Système d'Information Budgétaire. ■

10 CHIFFRES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Éducation

811 759 élèves

inscrits au CP1 pour la rentrée scolaire 2019-2020, contre 724 785 pour 2018-2019. Soit une hausse de 12 %

Electrification

73,6% de taux de couverture

à fin juin 2020, contre 33,1% en 2011

VIH Sida

13 000 décès

liés au SIDA en 2019, contre 15 405 en 2018, soit une baisse de 15,61 %

Pétrole

3 346 150 barils

produits à fin mars 2019, soit une augmentation d'environ 16,50 % par rapport à fin mars 2018

Production de ciment

4,3 millions de tonnes

produites en 2019, contre 1,9 million de tonnes en 2012, soit une augmentation de 126,4 %

Téléphonie mobile

37 376 603 abonnés

en 2019, contre 34 153 066 au 31 décembre 2018, soit une hausse de 5,19 %

Banane dessert

1^{er} producteur africain

avec 450 000 tonnes en 2019

Marchés publics

41,8%

des marchés publics attribués aux PME locales à fin juin 2020, contre 31,2 % à fin juin 2019

Construction et Urbanisme

15 618 logements sociaux

réalisés de 2012 à 2019

Hydraulique

80% d'accès à l'eau potable

en juin 2020, contre 50 % en 2011